

LC

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 38.453/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 23 mai 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 24 mars 2000 portant exécution de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité", a donné le 30 mai 2005 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"La motivation spéciale de l'urgence résulte de la circonstance que le 20 mars dernier, les Musulmans de Belgique ont pu élire leurs nouveaux représentants pour l'Assemblée générale des Musulmans de Belgique. Cette Assemblée générale s'est réunie pour la première fois le 26 avril et a constitué son bureau provisoire. Il revient à l'Assemblée générale de me proposer des candidats pour former le futur Exécutif des Musulmans de Belgique. Ces propositions devraient me parvenir dans les prochains jours. Comme le Gouvernement l'a indiqué lors des travaux parlementaires de la loi du 20 juillet 2004 organisant les nouvelles élections pour la représentation du Culte musulman auprès des pouvoirs publics ainsi que lors des travaux parlementaires consacrés aux deux lois organisant les vérifications de sécurité, l'intention est de soumettre les futurs candidats à l'Exécutif des Musulmans de Belgique à une vérification de sécurité dans le respect de ce nouveau cadre législatif.

Il est dès lors urgent que les deux projets d'arrêtés royaux soumis à votre saisine puissent être rapidement mis en oeuvre d'une part pour fixer les modalités de ces vérifications de sécurité et d'autre part pour déterminer les modalités afférentes au recours.

La mise en place du futur Exécutif des musulmans de Belgique doit avoir lieu dans les meilleurs délais car il lui revient de gérer le budget 2005 afférent au temporel du Culte musulman et d'être l'organe représentatif de ce culte notamment dans les discussions qui seront très prochainement entamées avec les régions pour la reconnaissance des mosquées. Tous ces dossiers sont actuellement bloqués faute d'avoir un nouvel Exécutif.

Les deux lois qui servent de fondement légal à ces deux projets d'arrêtés royaux seront publiées en même temps que ces derniers."

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limitera son examen au fondement légal du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

.../...

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Fondement juridique

Préambule

1. L'article 2 du projet (article 21 en projet) modifie la composition de l'Autorité nationale de sécurité.

L'alinéa 1^{er} du préambule doit viser l'article 15, alinéa 1^{er}, de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité ⁽¹⁾ qui dispose :

"Le Roi désigne la ou les autorités collégiales compétentes pour délivrer ou retirer les habilitations de sécurité."

2. Aux alinéas 1^{er} et 2, il y a lieu de mentionner la date exacte de la loi "modifiant la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité", à savoir le 3 mai 2005.

3. Il y a lieu d'écrire, à l'alinéa 1^{er} :

"Vu la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité, notamment l'article 15, alinéa 1^{er}, et les articles ...insérés par la loi du 3 mai 2005".

4. Dans la motivation de l'urgence, il y a lieu de remplacer les mots "de me proposer" et "me parvenir" par les mots "de proposer à Notre Ministre de la Justice" et "parvenir à Notre Ministre de la Justice".

⁽¹⁾ Moniteur belge du 7 mai 1999.

Article 2 (article 21 en projet)

Le Conseil d'État se demande pourquoi le 8° ne prévoit pas une possibilité de délégation à un fonctionnaire comme c'est le cas aux 6°, 7° et 9° de la disposition.

Article 3 (article 22 en projet)

L'article 3 (article 22, alinéa 3, en projet) dispose que des membres du personnel de la police fédérale, de la Sûreté de l'État et du Service général de renseignement et de la sécurité sont détachés auprès du secrétariat de l'Autorité nationale de sécurité et qu'ils conservent leurs droits à la promotion dans leur service d'origine.

Dans la mesure où cette disposition n'emporte qu'une application du droit commun en ce qui concerne le détachement d'agents, elle est inutile et doit être omise.

Dans le cas contraire, cette disposition, de nature statutaire, doit être soumise à la négociation syndicale.

Article 4 (article 30*bis* en projet)

1. L'article 30*bis* et l'annexe en projet déterminent la manière dont sont averties les personnes qui, dans l'une des trois hypothèses prévues dans le nouveau chapitre III*bis* de la loi du 11 décembre 1998, précitée, doivent être soumises à une vérification de sécurité.

Il y a lieu d'omettre le 3°. En effet, l'hypothèse visée ne semble pas être distincte des hypothèses visées aux 1° et 2°. D'ailleurs, l'annexe au projet ne reprend que les hypothèses visées aux articles 22*bis*, alinéa 1^{er}, 22*bis*, alinéa 2, et 22*quinqies* de la loi du 11 décembre 1998, précitée, et non celle visée à l'article 22*ter*, alinéa 2.

2. En vertu de l'article 22^{quinq}ies, § 1^{er}, alinéa 3 et § 3, de la loi du 11 décembre 1998, précitée, la décision de l'autorité administrative est portée à la connaissance de l'autorité visée à l'article 15, alinéa 1^{er}, de la même loi et le Roi doit en déterminer les modalités et délais.

Le projet d'arrêté reste en défaut d'exécuter cette habilitation. Cette lacune doit être comblée.

3. L'alinéa 4 en projet prévoit la possibilité pour la personne qui ne souhaite plus (ou pas) faire l'objet d'une vérification de sécurité de le faire savoir à l'autorité qui a demandé cette vérification. Pour que cette possibilité soit effective, il faudrait prévoir un certain délai, après l'avertissement prévu à l'alinéa 1^{er}, en projet, avant que l'autorité visée à l'article 22^{ter} ne commence la vérification de sécurité. En effet, il résulte des articles 22^{bis}, alinéa 2, et 22^{quinq}ies, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 11 décembre 1998, précitée, ainsi que de l'annexe du projet, que le formulaire figurant dans cette annexe est envoyé concomitamment à la personne concernée et à l'autorité compétente pour délivrer l'attestation ou l'avis de sécurité, de sorte que cette autorité pourrait entamer ses investigations avant même que la personne concernée n'ait eu le temps de s'y opposer via l'autorité qui a demandé la vérification de sécurité.

Article 4 (article 30^{ter} en projet)

À l'alinéa 3, conformément à l'article 22^{sexies}, § 2, alinéa 2, de la loi du 11 décembre 1998, précitée, il y a lieu de prévoir également la notification directe aux personnes concernées.

Article 4 (article 30^{quater} en projet)

Au 1^o, il y a lieu de mentionner, conformément à l'article 22^{ter}, alinéa 3, de la loi du 11 décembre 1998, précitée, les "personnes qui ont fait l'objet d'une vérification de sécurité" et non les "personnes qui ont fait l'objet d'une décision d'attestation de sécurité".

.../...

Article 4 (article 30quinquies en projet)

Le système mis en place par l'article 22*quater* de la loi du 11 décembre 1998, précitée, est le suivant :

- a) les décisions de refus et de retrait d'une attestation de sécurité sont notifiées aux personnes concernées par l'intermédiaire de l'officier de sécurité compétent ou, à défaut de celui-ci, directement aux personnes concernées;
- b) rien n'est précisé en ce qui concerne la notification d'une décision d'octroi de l'attestation de sécurité à la personne concernée;
- c) rien n'est précisé en ce qui concerne la transmission de la décision - qu'elle soit positive ou négative - à d'autres personnes ou autorités que la personne concernée.

Il est pourtant nécessaire de transmettre à la personne concernée son attestation de sécurité ainsi que d'informer l'auteur de la demande de vérification de sécurité des décisions prises, qu'elles soient positives ou négatives.

Compte tenu de ce système, le projet appelle les observations suivantes :

a) Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "quant à l'octroi d'une attestation de sécurité" sont ambigus, dès lors qu'ils pourraient laisser croire que seules les décisions positives sont transmises. Or, il est bien évident que l'auteur de la demande de vérification de sécurité doit être avisé également des décisions négatives.

b) Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, il n'y a pas lieu de prévoir que les personnes concernées sont "averties" ni que cet avertissement se fait, dans certains cas, par l'intermédiaire de l'organisateur de l'événement ou du responsable des locaux, bâtiments ou sites. En effet, en vertu de l'article 22*quater*, alinéa 1^{er}, la décision, à tout le moins lorsqu'il s'agit d'une décision de refus ou de retrait, doit être "notifiée" soit par l'intermédiaire de l'officier de sécurité compétent, soit directement.

c) Le Conseil d'État n'aperçoit pas l'utilité du paragraphe 3. Les décisions de refus ou de retrait doivent être notifiées aux personnes concernées. Il appartient à l'auteur du projet de prévoir les modalités efficaces de cette notification et non de doubler des transmissions initiales par une "confirmation".

En conclusion, l'article 30*quinquies* manque de clarté et doit donc être revu.

Article 4 (article 30*sexies* en projet)

1. À l'alinéa 3, conformément à l'article 22*sexies*, § 2, alinéa 2, de la loi du 11 décembre 1998, précitée, la décision doit être "notifiée" et non "transmise" à l'autorité administrative.

2. Au même alinéa 3, conformément à l'article 22*sexies*, § 2, alinéa 2, de la loi du 11 décembre 1998, précitée, il y a lieu de fixer également les modalités de la notification.

3. Le projet reste en défaut de fixer, comme le prévoit l'article 22*quinquies*, § 3 :

- a) les modalités et délais relatifs à la communication, par l'autorité visée à l'article 15, alinéa 1^{er}, à l'autorité administrative compétente du nouvel avis mentionné à l'article 22*quinquies*, § 2, de la loi du 11 décembre 1998, précitée;
- b) les modalités et délais relatifs aux procédures visées à l'article 22*quinquies*, § 2, alinéa 2 (plus précisément la dernière phrase), de la loi du 11 décembre 1998, précitée.

Article 6

Le Roi ne peut faire entrer en vigueur la loi du 3 mai 2005 ⁽²⁾ modifiant la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitation de sécurité avant que ne soit en vigueur l'article 9 de celle-ci qui L'habilite à fixer cette entrée en vigueur.

Or, il résulte de la rédaction de l'article 9 de la loi que les articles 1^{er} et 9 n'entreront en vigueur que le dixième jour suivant leur publication.

Autrement dit, comme l'article 9 de la loi n'entrera en vigueur que dix jours après sa publication, le Roi ne pourra fixer l'entrée en vigueur des autres articles de la loi avant l'écoulement de ces dix jours

Il en résulte que l'arrêté devra être publié au plus tôt dix jours après la publication de la loi ⁽³⁾.

Article 7

Il y a lieu de préciser qui sont "Nos Ministres", c'est-à-dire les ministres mentionnés au proposant.

⁽²⁾ Et non du 24 mars 2005 comme indiqué par erreur dans le projet.

⁽³⁾ La publication au Moniteur belge a eu lieu le 27 mai 2005.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	J.-C. SCHOLSEM,	assesseur de la section de législation,
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

LC

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 38.453/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 23 mei 2005 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 maart 2000 tot uitvoering van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen", heeft op 30 mei 2005 het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering in de brief luidt als volgt :

"La motivation spéciale de l'urgence résulte de la circonstance que le 20 mars dernier, les Musulmans de Belgique ont pu élire leurs nouveaux représentants pour l'Assemblée générale des Musulmans de Belgique. Cette Assemblée générale s'est réunie pour la première fois le 26 avril et a constitué son bureau provisoire. Il revient à l'Assemblée générale de me proposer des candidats pour former le futur Exécutif des Musulmans de Belgique. Ces propositions devraient me parvenir dans les prochains jours. Comme le Gouvernement l'a indiqué lors des travaux parlementaires de la loi du 20 juillet 2004 organisant les nouvelles élections pour la représentation du Culte musulman auprès des pouvoirs publics ainsi que lors des travaux parlementaires consacrés aux deux lois organisant les vérifications de sécurité, l'intention est de soumettre les futurs candidats à l'Exécutif des Musulmans de Belgique à une vérification de sécurité dans le respect de ce nouveau cadre législatif.

Il est dès lors urgent que les deux projets d'arrêtés royaux soumis à votre saisine puissent être rapidement mis en oeuvre d'une part pour fixer les modalités de ces vérifications de sécurité et d'autre part pour déterminer les modalités afférentes au recours.

La mise en place du futur Exécutif des musulmans de Belgique doit avoir lieu dans les meilleurs délais car il lui revient de gérer le budget 2005 afférent au temporel du Culte musulman et d'être l'organe représentatif de ce culte notamment dans les discussions qui seront très prochainement entamées avec les régions pour la reconnaissance des mosquées. Tous ces dossiers sont actuellement bloqués faute d'avoir un nouvel Exécutif.

Les deux lois qui servent de fondement légal à ces deux projets d'arrêtés royaux seront publiées en même temps que ces derniers."

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het

.../...

ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Rechtsgrond

Aanhef

1. Artikel 2 van het ontwerp (ontworpen artikel 21) wijzigt de samenstelling van de Nationale Veiligheidsoverheid.

In het eerste lid van de aanhef moet worden verwezen naar artikel 15, eerste lid, van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen ⁽¹⁾, dat het volgende bepaalt:

"De Koning wijst de collegiale overheid of overheden aan, die bevoegd is of zijn de veiligheidsmachtigingen af te geven of in te trekken. "

2. In het eerste en tweede lid dient de juiste datum te worden vermeld van de wet "houdende wijziging van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen", te weten 3 mei 2005.

3. In het eerste lid schrijve men:

"Gelet op de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen, inzonderheid op artikel 15, eerste lid, en op de artikelen ..., ingevoegd bij de wet van 3 mei 2005".

⁽¹⁾ Belgisch Staatsblad van 7 mei 1999.

4. In de motivering van het verzoek om spoedbehandeling dienen de woorden "om mij kandidaten voor te stellen" en "dat deze voorstellen mij de komende dagen moeten worden voorgelegd" vervangen te worden door de woorden "om aan Onze Minister van Justitie kandidaten voor te stellen" en "dat deze voorstellen aan Onze Minister van Justitie de komende dagen moeten worden voorgelegd".

Artikel 2 (ontworpen artikel 21)

De Raad van State vraagt zich af waarom in onderdeel 8° niet wordt voorzien in de mogelijkheid tot delegatie aan een ambtenaar, zoals het geval is in de onderdelen 6°, 7° en 9° van de bepaling.

Artikel 3 (ontworpen artikel 22)

Artikel 3 (ontworpen artikel 22, derde lid) bepaalt dat personeelsleden van de federale politie, van de Veiligheid van de Staat en van de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid gedetacheerd worden aan het secretariaat van de Nationale Veiligheidsoverheid en dat zij hun rechten op bevordering in hun oorspronkelijke dienst behouden.

In zoverre deze bepaling slechts de toepassing van het gemene recht meebrengt op het gebied van detachering van personeelsleden, is ze nutteloos en moet ze vervallen.

In het tegenovergesteld geval, moet deze bepaling van rechtspositionele aard met het oog op onderhandelingen aan de vakbonden worden voorgelegd.

Artikel 4 (ontworpen artikel 30bis)

1. Het ontworpen artikel 30bis en de ontworpen bijlage bepalen de wijze waarop aan personen die in een van de drie gevallen vermeld in het nieuwe

.../...

hoofdstuk III*bis* van de voormelde wet van 11 december 1998, aan een veiligheidsverificatie moeten worden onderworpen, daarvan kennis wordt gegeven.

Onderdeel 3° dient te vervallen. Het geval waarop bedoeld wordt lijkt namelijk niet te verschillen van de gevallen vermeld in de onderdelen 1° en 2°. Bovendien neemt de bijlage bij het ontwerp alleen de gevallen over vermeld in de artikelen 22*bis*, eerste lid, 22*bis*, tweede lid en 22*quinquies* van de voormelde wet van 11 december 1998 en niet het geval vermeld in artikel 22*ter*, tweede lid.

2. Krachtens artikel 22*quinquies*, § 1, derde lid en § 3, van de voormelde wet van 11 december 1998, wordt de beslissing van de administratieve overheid ter kennis gebracht van de overheid bedoeld in artikel 15, eerste lid, van dezelfde wet en moet de Koning de nadere regels en de termijnen daarvoor vaststellen.

Het ontwerpbesluit laat na uitvoering te geven aan deze machtiging. Die leemte moet worden aangevuld.

3. Het ontworpen vierde lid voorziet in de mogelijkheid voor een persoon die niet (langer) het voorwerp wenst te zijn van een veiligheidsverificatie, dit mee te delen aan de overheid die verzocht heeft om die verificatie. Opdat deze mogelijkheid effectief is, zou moeten worden voorzien in een bepaalde termijn, na de kennisgeving bedoeld in het ontworpen eerste lid, alvorens de in artikel 22*ter* bedoelde overheid begint met de veiligheidsverificatie. Uit de artikelen 22*bis*, tweede lid, en 22*quinquies*, § 1, derde lid, van de voormelde wet van 11 december 1998, alsmede uit de bijlage bij het ontwerp, blijkt immers dat het formulier dat in de bijlage is opgenomen gelijktijdig wordt toegezonden aan de betrokkene en aan de overheid bevoegd om het veiligheidsattest of -advies af te geven, zodat deze overheid haar onderzoek zou kunnen beginnen nog voor de betrokken persoon de tijd heeft gehad om zich ertegen te verzetten via de overheid die om de veiligheidsverificatie heeft verzocht.

Artikel 4 (ontworpen artikel 30^{ter})

In het derde lid dient overeenkomstig artikel 22^{sexies}, § 2, tweede lid, van de voormelde wet van 11 december 1998 eveneens te worden voorzien in rechtstreekse kennisgeving aan de betrokken personen.

Artikel 4 (ontworpen artikel 30^{quater})

In onderdeel 1° dient overeenkomstig artikel 22^{ter}, derde lid, van de voormelde wet van 11 december 1998 te worden geschreven de "personen ten aanzien van wie een veiligheidsverificatie is verricht" en niet de "personen ten aanzien van wie een beslissing inzake een veiligheidsattest werd genomen".

Artikel 4 (ontworpen artikel 30^{quinquies})

De bij artikel 22^{quater} van de voormelde wet van 11 december 1998 ingevoerde regeling is de volgende:

- a) de beslissingen tot weigering en intrekking van een veiligheidsattest worden ter kennis gebracht van de betrokken personen door toedoen van de bevoegde veiligheidsofficier of, bij ontstentenis van een veiligheidsofficier, rechtstreeks van de betrokken personen;
- b) er wordt niets gepreciseerd in verband met de kennisgeving van een beslissing tot toekenning van het veiligheidsattest aan de betrokken persoon;
- c) er wordt niets gepreciseerd in verband met het bezorgen van de beslissing - ongeacht of ze gunstig dan wel afwijzend is - aan andere personen of overheden dan de betrokken persoon.

Het is nochtans noodzakelijk de betrokkene zijn veiligheidsattest te doen toekomen, alsmede de aanvrager van de veiligheidsverificatie op de hoogte te brengen van de genomen beslissingen, ongeacht of ze gunstig dan wel afwijzend zijn.

.../...

Gelet op deze regeling behoren bij het ontwerp de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

a) In paragraaf 1, eerste lid, zijn de woorden "inzake het verstrekken van een veiligheidsattest" dubbelzinnig, daar ze de indruk kunnen wekken dat alleen gunstige beslissingen worden toegezonden. Het ligt evenwel voor de hand dat de aanvrager van een veiligheidsverificatie eveneens op de hoogte moet worden gesteld van afwijzende beslissingen.

b) In paragraaf 1, tweede lid, is er geen reden om te bepalen dat de betrokken personen "in kennis" worden gesteld, noch dat deze kennisgeving in sommige gevallen geschiedt door toedoen van de organisator van het evenement of de persoon verantwoordelijk voor de lokalen, gebouwen of terreinen. Krachtens artikel 22^{quater}, eerste lid, moet de beslissing, op zijn minst wanneer het gaat om een beslissing tot weigering of intrekking, namelijk ter "kennis" worden gebracht, ofwel door toedoen van de bevoegde veiligheidsofficier, ofwel rechtstreeks.

c) Het is de Raad van State niet duidelijk wat het nut is van paragraaf 3. Beslissingen tot weigering of intrekking moeten ter kennis gebracht worden van de betrokken personen. Het staat aan de steller van het ontwerp te voorzien in doeltreffende regels voor die kennisgeving en niet oorspronkelijke toezendingen nog eens over te doen met een "bevestiging".

Het besluit is dan ook dat artikel 30^{quinqies} duidelijkheid mist en dus moet worden herzien.

Artikel 4 (ontworpen artikel 30^{sexies})

1. Overeenkomstig artikel 22^{sexies}, § 2, tweede lid, van de genoemde wet van 11 december 1998 moet het derde lid, onder voorbehoud van de opmerking onder 2, als volgt worden gesteld:

"Als de veiligheidsoverheid weigert gevolg te geven aan een verzoek om een veiligheidsadvies, brengt ze binnen een termijn van ten hoogste vijftien dagen haar

.../...

beslissing ter kennis van de administratieve overheid en tegelijkertijd van de betrokkenen."

2. In hetzelfde lid dienen, overeenkomstig artikel 22*sexies*, § 2, tweede lid, van de voormelde wet van 11 december 1998, eveneens de nadere regels inzake de kennisgeving te worden vastgesteld.

3. Het ontwerp verzuimt om, zoals artikel 22*quinqües*, § 3, bepaalt, vast te stellen :

- a) de nadere regels en termijnen met betrekking tot de mededeling door de in artikel 15, eerste lid, bedoelde overheid, aan de bevoegde administratieve overheid, van het nieuwe advies waarvan sprake is in artikel 22*quinqües*, § 2, van de voormelde wet van 11 december 1998;
- b) de nadere regels en termijnen voor de procedures vermeld in artikel 22*quinqües*, § 2, tweede lid (meer bepaald de laatste zin) van de voormelde wet van 11 december 1998.

Artikel 6

De Koning kan de wet van 3 mei 2005 ⁽²⁾ houdende wijziging van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmaatregelen niet in werking laten treden alvorens artikel 9 van die wet, dat Hem machtigt om die inwerkingtreding te bepalen, van kracht is.

Uit de redactie van artikel 9 van de wet blijkt evenwel dat de artikelen 1 en 9 eerst in werking zullen treden op de tiende dag na de bekendmaking ervan.

⁽²⁾ En niet van 24 maart 2005 zoals verkeerdelijk vermeld in het ontwerp.

Dit wil zeggen dat, aangezien artikel 9 van de wet eerst tien dagen na de bekendmaking ervan in werking zal treden, de Koning de overige artikelen van de wet niet in werking kan laten treden voordat deze tien dagen zijn verstreken.

Daaruit volgt dat het besluit zal moeten worden bekendgemaakt op zijn vroegst tien dagen na de bekendmaking van de wet ⁽³⁾.

Artikel 7

Er dient te worden gepreciseerd wie "Onze Ministers" zijn, dit wil zeggen de ministers vermeld in het voordrachtformulier.

⁽³⁾ De bekendmaking in het Belgisch Staatsblad heeft op 27 mei 2005 plaatsgehad.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	J.-C. SCHOLSEM,	assesseur de la section de législation,
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS